

Les universités au service des Canadiens, au service des collectivités

Mémoire présenté par Universités Canada au
Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Le 16 février 2016



**Universités
Canada.**

Les universités au service des Canadiens, au service des collectivités

Mémoire présenté par Universités Canada au
Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Introduction

Les universités canadiennes sont déterminées à collaborer avec tous les parlementaires afin de favoriser la découverte, l'innovation et la prospérité au Canada. La recherche universitaire et les activités d'entrepreneuriat donnent lieu à des découvertes, proposent des solutions aux grands enjeux mondiaux et stimulent la croissance économique. Les activités d'enseignement et d'apprentissage préparent en outre les étudiants – la main-d'œuvre de demain – à une économie mondialisée, concurrentielle et de plus en plus complexe. Les universités canadiennes contribuent à bâtir un Canada meilleur.

Avec 35 milliards de dollars en dépenses directes seulement, et en fournissant des emplois à près de 250 000 personnes, les universités ont d'importantes retombées économiques pour le pays.

Les recommandations d'Universités Canada pour le budget de 2016 favoriseront la croissance et la prospérité à long terme du Canada. La situation économique difficile – au Canada et ailleurs – représente une occasion de réaliser des investissements porteurs d'avenir qui appuieront durablement le renouvellement économique, la productivité et la compétitivité.

Les recommandations d'Universités Canada portent essentiellement sur les quatre domaines suivants :

1. l'infrastructure universitaire;
2. la recherche et l'innovation, particulièrement les investissements dans la recherche axée sur la découverte par l'entremise des organismes subventionnaires;
3. l'accroissement des possibilités d'apprentissage par l'expérience pour les étudiants dans le cadre de stages, de programmes coopératifs et de programmes de mobilité;
4. l'accès et la réussite des étudiants autochtones par un soutien continu en matière d'aide financière directe aux étudiants et la bonification des programmes dans les établissements d'enseignement supérieur.

Infrastructure universitaire

Les universités canadiennes se réjouissent de l'importance qu'accorde le gouvernement aux investissements stratégiques comme mesures de relance économique à court terme et de croissance et renouvellement économiques à long terme.

La qualité de l'infrastructure des universités canadiennes est cruciale pour l'avancement de la recherche axée sur la découverte, de l'innovation et de l'apprentissage au XXI^e siècle. Le fructueux Programme d'infrastructure du savoir, mis en place pour stimuler une économie canadienne en difficulté en 2009, a démontré la capacité des universités à mener à bien des projets d'infrastructure dans des délais serrés.

Selon un sondage mené auprès des établissements membres d'Universités Canada en janvier 2016, il y aurait à l'heure actuelle plus de 450 projets d'infrastructure prêts à être mis en chantier – et qui *méritent* de l'être – sur les campus canadiens. De ce nombre, 60 pour cent sont des projets de nouvelles constructions, et 40 pour cent relèvent de l'entretien différé, ce qui inclut le changement de vocation d'immeubles existants.

Les universités au service des Canadiens, au service des collectivités

Mémoire présenté par Universités Canada au
Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Les besoins en matière d'infrastructure universitaire sont variés, couvrant autant des initiatives d'amélioration des installations de recherche et d'innovation – dont la création d'incubateurs et d'accélérateurs – que des projets visant à offrir une expérience d'apprentissage du XXI^e siècle aux étudiants. Leur dénominateur commun? Le potentiel de réduire l'empreinte carbone des campus canadiens, puisque près de la moitié des projets entrent dans la catégorie de l'infrastructure verte.

Universités Canada recommande que le gouvernement fédéral :

- crée un fond qui servirait à financer les projets d'infrastructure universitaire par l'entremise du ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Ce mécanisme stimulerait la croissance économique et la création d'emplois au ralenti au Canada et permettrait des investissements stratégiques en vue de renforcer les capacités de recherche et d'innovation, d'accroître les possibilités offertes aux étudiants et de tisser des liens entre les campus et les collectivités.

Recherche et innovation

La recherche universitaire est reconnue au Canada et dans le monde comme étant un moteur essentiel de l'innovation, de la compétitivité et du bien-être socioéconomique. Les universités canadiennes répondent aux besoins en matière de recherche aux niveaux local, national et international. Les universités canadiennes se réjouissent des engagements du nouveau gouvernement au profit de la science, de l'innovation et de la mise en place de politiques fondées sur des données probantes en vue de favoriser la croissance et la diversification de l'économie canadienne ainsi que la qualité de vie des Canadiens.

La recherche fondamentale axée sur la découverte menée par les chercheurs et mue par la curiosité, tout comme la recherche appliquée qui aborde des enjeux particuliers, sont essentielles à l'innovation. Comme le faisait remarquer Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier, dans une lettre d'opinion parue le 30 juin 2015 dans le *Globe and Mail*, « Les découvertes se produisent lorsque de brillants esprits disposent de la latitude nécessaire pour étudier tous les aspects de la réalité – lorsque des chercheurs d'exception se penchent sur les questions et les problèmes les plus graves et qu'ils parviennent à faire d'extraordinaires découvertes dont nous bénéficions tous. »

Lors du dialogue politique sur l'innovation organisé en octobre 2014 par Universités Canada, des experts de l'Allemagne et d'Israël, deux économies parmi les plus novatrices au monde, ont souligné que tous les types de recherche exigent la prise de risques et de la créativité afin que les nouvelles idées puissent naître et s'épanouir. Ils ont aussi précisé que l'innovation est impossible sans des investissements massifs et soutenus dans la recherche fondamentale.

En tenant compte de l'inflation, le financement total des organismes subventionnaires a reculé de sept pour cent depuis 2007. De 2006 à 2013, le Canada a chuté du troisième au huitième rang parmi les pays membres de l'OCDE pour le volume des DIRDES (le pourcentage du produit intérieur brut dépensé en recherche-développement dans le secteur de l'enseignement supérieur). Nos homologues internationaux augmentent leurs dépenses consacrées à la recherche-développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, et le Canada ne suit pas le rythme.

Les investissements précoces dans l'écosystème de recherche et d'innovation du Canada portent leurs fruits. Les Canadiens peuvent être fiers de leurs accomplissements, mais nous devons éviter de tomber dans la complaisance. Le moment est plutôt venu de nous fixer des objectifs plus ambitieux.

Les universités au service des Canadiens, au service des collectivités

Mémoire présenté par Universités Canada au
Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Universités Canada recommande que le gouvernement fédéral :

- s'engage à un financement accru et non ciblé des budgets de base des trois organismes subventionnaires, soit le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, les Instituts de recherche en santé du Canada et le Conseil de recherches en sciences humaines;
- s'engage à appuyer la Fondation canadienne pour l'innovation par des investissements soutenus dans l'infrastructure de recherche et l'élaboration d'une feuille de route pour les grands projets scientifiques canadiens dirigée par la Fondation afin de créer un écosystème de recherche et d'innovation dynamique et d'appuyer la recherche de pointe dans toutes les disciplines;
- augmente le financement des accélérateurs, des incubateurs et du réseau national d'innovation pour les entreprises et de soutien aux grappes industrielles en accordant la priorité à la création de liens avec les universités, pour ainsi favoriser l'entrepreneuriat novateur et stimuler la croissance économique.

Possibilités offertes aux jeunes

Les universités canadiennes se réjouissent de l'engagement du nouveau gouvernement à investir pour offrir aux jeunes Canadiens davantage de possibilités d'acquérir une expérience utile à leur carrière.

Les diplômés des universités, qui représentent la principale source de talent du Canada, doivent acquérir dès le début de leur carrière l'ensemble des compétences dont ils auront besoin pour contribuer à la prospérité à long terme du Canada. L'apprentissage par l'expérience, au pays et l'étranger, est très apprécié des étudiants comme des employeurs. L'expérience ainsi acquise prépare les étudiants au marché du travail et leur permet d'approfondir la connaissance de leur discipline et d'acquérir des compétences complémentaires générales. Selon un sondage réalisé en 2014 auprès de 400 petites et moyennes entreprises par la firme Léger Marketing pour le compte d'Universités Canada, quatre employeurs sur cinq affirment que les étudiants qui prennent part à des stages ou à des programmes coopératifs sont un atout pour leur entreprise, car ils représentent une source de talent et d'employés possédant des compétences adaptées au marché du travail.

Les universités canadiennes de partout au pays collaborent déjà avec des partenaires de l'industrie et de la collectivité pour offrir aux étudiants des possibilités d'apprentissage pratiques dynamiques et variées comme des programmes d'enseignement coopératif, de stage, de travail pratique ou de travail sur le terrain pendant leurs études. En 2015, 69 des établissements membres d'Universités Canada ont offert quelque 2 500 programmes d'enseignement coopératif. Le nombre d'étudiants au premier cycle qui participent à ces programmes a doublé en près d'une décennie, passant de 53 000 en 2006-2007 à plus de 100 000 en 2015.

Bien qu'environ 55 pour cent des étudiants canadiens au premier cycle prennent part à une expérience en milieu de travail pendant leurs études, la demande pour ce type d'expériences continue de croître et dépasse l'offre. Les universités signalent un manque de stages disponibles dans toutes les disciplines et incitent de plus en plus d'employeurs, particulièrement les PME et les organismes à but non lucratif, à embaucher davantage d'étudiants. Selon le sondage Léger Marketing, de nombreux obstacles, dont les coûts initiaux liés aux salaires des étudiants et le manque de temps pour la supervision et le mentorat, empêchent ces employeurs d'offrir de telles

Les universités au service des Canadiens, au service des collectivités

Mémoire présenté par Universités Canada au
Comité permanent des finances de la Chambre des communes

expériences et de bénéficier des avantages qui en découlent. Ainsi, de nouvelles mesures sont essentielles pour favoriser la participation des employeurs à l'apprentissage par l'expérience. Nous sommes ravis de constater que la Chambre de commerce du Canada et les associations étudiantes nationales en font une de leurs priorités pour le budget de 2016.

Les compétences que les étudiants acquièrent grâce aux expériences interculturelles, internationales et interprovinciales sont aussi appréciées des employeurs. Le sondage Léger Marketing indique que 82 pour cent des employeurs qui embauchent des diplômés possédant une expérience interculturelle et internationale affirment que les employés qui connaissent d'autres cultures et comprennent le marché mondial rendent leur entreprise plus concurrentielle. Près des deux tiers de ces employeurs croient aussi que l'expérience interprovinciale est un atout dans l'évaluation des candidatures pour pourvoir des postes dans leur organisation. Une enquête sur l'internationalisation au sein des universités canadiennes effectuée par Universités Canada vers la fin de 2014 révèle que 97 pour cent des universités offrent une forme quelconque d'expérience à l'étranger à leurs étudiants. Toutefois, malgré les efforts des établissements, seuls 3,1 pour cent des étudiants à temps plein au premier cycle ont profité d'une expérience à l'étranger en 2012-2013.

Des possibilités accrues de mobilité grâce à des expériences d'apprentissage interprovinciales et internationales aideraient les étudiants à mieux comprendre leur pays et le monde, et leur permettraient d'acquérir des compétences utiles à leur collectivité et au Canada.

Le Canada peut faire davantage pour offrir aux jeunes Canadiens des possibilités de se préparer à la vie professionnelle et ainsi contribuer au marché du travail dynamique et changeant et à la société de demain. Le 150^e anniversaire du Canada en 2017 est une occasion à ne pas manquer de célébrer la jeunesse canadienne et d'investir dans la prochaine génération de bâtisseurs de la nation.

Universités Canada recommande que le gouvernement fédéral :

- investisse dans de nouvelles mesures (comme des bons ou des crédits d'impôt) destinées à permettre aux employeurs d'offrir davantage de programmes coopératifs, de stages rémunérés et d'apprentissage en milieu de travail aux étudiants universitaires de toutes les disciplines;
- investisse dans un audacieux programme qui permettra aux étudiants canadiens d'aller étudier dans une autre province et d'acquérir une expérience à l'étranger dans le cadre des célébrations du 150^e anniversaire du Canada.

Éducation des Autochtones

Les universités canadiennes se réjouissent de l'engagement du nouveau gouvernement à renouveler la relation avec les peuples autochtones et à veiller à ce que les enfants et les jeunes des Premières Nations aient accès à une éducation de qualité.

Comme en témoigne le travail accompli au cours des six dernières années et l'adoption des *Principes en matière d'éducation des Autochtones* de 2015, les universités canadiennes sont déterminées à améliorer l'accès des Autochtones aux études postsecondaires et leur réussite, ainsi qu'à contribuer activement au processus de réconciliation à long terme entre Autochtones et non-Autochtones au Canada. Seuls 9,8 pour cent des Autochtones canadiens de 25 à 64 ans sont titulaires d'un diplôme

Les universités au service des Canadiens, au service des collectivités

Mémoire présenté par Universités Canada au
Comité permanent des finances de la Chambre des communes

universitaire, comparativement à 26,5 pour cent des non-Autochtones canadiens du même groupe d'âge.

La demande des étudiants autochtones qui veulent entreprendre des études supérieures demeure largement supérieure aux ressources financières à leur disposition. Selon une nouvelle étude, le nombre d'étudiants qu'appuie financièrement le Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire d'Affaires autochtones et du Nord Canada a chuté de plus de 20 pour cent malgré l'augmentation de la population, l'augmentation du taux d'obtention de diplômes d'études secondaires et le grand nombre d'inscriptions au programme.

Les universités canadiennes sont déterminées à aider à combler l'écart entre Autochtones et non-Autochtones en matière d'éducation, ainsi qu'à renforcer les partenariats avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits pour répondre aux besoins de ces collectivités. Les universités canadiennes ont mis en place des centaines d'initiatives parmi lesquelles des programmes et des services ciblés, des services à la collectivité et du mentorat, ainsi que de l'aide financière visant à favoriser le maintien aux études et la réussite des étudiants autochtones. Toutefois, de nouveaux investissements sont requis de toute urgence pour que ces initiatives soient déployées à grande échelle et atteignent une masse critique de collectivités autochtones.

Universités Canada recommande que le gouvernement fédéral :

- s'engage à accroître le financement de l'aide financière pour les étudiants autochtones de niveau postsecondaire afin d'accroître les possibilités d'éducation qui leur sont offertes et leur réussite scolaire;
- s'engage à consacrer de nouveaux fonds pour renforcer les programmes des établissements qui appuient la réussite des étudiants autochtones et la création de partenariats avec les collectivités autochtones;
- améliore le soutien accordé aux programmes existants par l'entremise du Programme de partenariats postsecondaires d'Affaires autochtones et du Nord Canada;
- crée de nouvelles bourses d'études aux cycles supérieurs pour les étudiants autochtones afin de créer un réservoir de talents et de préparer la prochaine génération de leaders autochtones.

Conclusion

En présentant ces recommandations touchant l'infrastructure universitaire, la recherche et l'innovation, les possibilités pour les jeunes et l'éducation universitaire des Autochtones, Universités Canada et ses 97 établissements membres sont déterminés à favoriser l'innovation, la diversification et le renouvellement économiques, et à resserrer les liens à l'échelle locale, nationale et internationale.

Les universités au service des Canadiens, au service des collectivités

Mémoire présenté par Universités Canada au
Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Nous sommes reconnaissants d'avoir la possibilité de participer aux consultations prébudgétaires du Comité permanent des finances. En investissant dans nos gens, dans nos établissements et dans nos idées, nous récolterons les fruits d'une prospérité sociale et économique et jetterons les bases d'une croissance économique durable. Les universités canadiennes se réjouissent à l'idée de collaborer avec les parlementaires et avec tous ceux qui reconnaissent le pouvoir transformateur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, en vue de bâtir un Canada plus fort.

Contact :

Pari Johnston
Vice-présidente, Politiques et affaires publiques

Universités Canada
350 rue Albert, bureau 1710
Ottawa (ON) K1R 1B1

613 563-1236 (253)
pjohnston@univcan.ca